

METEOROLOGIE NATIONALE

Aujourd'hui, demain

Par André LEBEAU

Directeur de la Météorologie nationale
(Communication présentée lors de l'Assemblée générale des Anciens de la Météorologie, le 18 octobre 1990)



Note de la rédaction

C'est à l'issue de l'AG et au cours du dîner amical qui suivit que A. LEBEAU fit cette communication. Afin de conserver à celle-ci toute sa vigueur et sa spontanéité, nous la reportons ici de façon quasi littérale.

J.D*

Introduction, très libre

Si j'avais su que cette année m'amènerait à vous parler de l'avenir de la Météorologie nationale sous l'oeil critique de deux de mes prédécesseurs (1) qui doivent se demander ce que j'entends faire de leur enfant, et sous le «contrôle» du Conseil d'Etat⁽²⁾, j'aurais peut-être choisi une autre occasion. Mais enfin, le vin est tiré, il faut le boire.

M. BROCHET a omis un élément essentiel dans le déroulement de ma carrière : j' ai commencé mes études de météorologie, bientôt interrompues, lorsque j'étais en première au lycée de Mâcon. On nous avait en effet fait savoir que si nous prenions la peine de nous initier à la météorologie, nous pourrions faire notre service militaire dans des conditions avantageuses; il nous suffirait d'y consacrer un peu de temps pendant tous les week-ends. Cette perspective m' avait d' autant paru plus intéressante qu'elle impliquait de suivre des cours au centre météorologique de Mâcon, près de l'aéroport, avec un excellent homme, M. MOUTON.

Ainsi, au lieu d'aller me promener avec les autres pensionnaires du lycée, comme c' était l'usage à cette époque, c' est-à-dire en

*Le RC remercie vivement Patrick MAGNY (en service à MN/MAR et membre de l'AM) d'avoir enregistré l'intervention du «patron» au magnétophone.

rangs et vers une direction commune, je suivais les cours de météorologie avec assiduité. J'appris de cette façon, entre mille autres choses, comment exécuter un sondage de vent avec ballon et théodolite⁽³⁾.

Pour en venir à des choses plus sérieuses et, hélas, combien plus récentes, je voudrais vous entretenir de la façon dont je vois l'avenir de cette maison qui est la nôtre, à moi confiée depuis quatre ans et peut-être pour quelque temps encore.

Transfert et décentralisation

Je voudrais d'abord vous dire un mot du transfert d'un certain nombre d'activités vers Toulouse et de la signification que j'attache à cette opération.

Lorsque je suis arrivé à la MN, le problème de la décentralisation ne se posait réellement plus. D'après une chronologie que j'ai fait établir, les premiers débats sur le sujet ont eu lieu en 1955; à cette époque, j'étais encore élève de l'Ecole Normale Supérieure.

Les années passant, une première vague a été lancée vers Toulouse sous votre direction, M. MITTNER.

Finalement, et malgré la bonne volonté des uns et des autres, j'ai trouvé en arrivant une situation dans laquelle la distribution géographique des services n'obéissait pas à des règles extrêmement logiques et comportait une grande dispersion au demeurant peu payante en termes d'efficacité et de productivité. Ce que j'ai essayé de faire, et qui est en train de s'accomplir actuellement, correspond à un regroupement rationnel des activités.

Un tel regroupement s'articule autour de trois pôles :

Toulouse où vont être finalement réunies à partir du mois d'octobre 1991 la formation, la recherche (pour l'essentiel) et l'exploitation, avec la possibilité d'établir entre ces trois dimensions toutes les synergies que comporte leur proximité, à savoir la possibilité pour les spécialistes de l'exploitation d'avoir des activités d'enseignement ou de recherche, pour les chercheurs de faire transition vers l'exploitation...

L'Alma est une implantation traditionnelle pour la MN et il ne saurait être question en aucun cas, d'abandonner ce site. Là seront regroupées les actions centrales, notamment un service nouveau : le Service Central de la Communication et de la Commercialisation* - j'en dirai un mot plus loin. Le site abritera aussi le SMIR Ile-de-France/Centre.

Trappes, autre implantation traditionnelle s'il en est, où l'on maintiendra et développera tout ce qui a trait à l'instrumentation de mesures et à son déploiement à travers le territoire national.

Voici donc une installation sur trois sites qui peut être considérée comme rationnelle. On y verra notamment le fait que les locaux de l'Alma sont particulièrement bien placés pour la menée d'activité « tertiaires », mais tout à fait inadéquats pour l'exécution de travaux de nature technique. Cette dernière considération se trouve illustrée par l'impossibilité d'installer un superordinateur avenue Rapp, obstacle que l'on retrouve d'ailleurs dans tous les actuels locaux de la MN dont aucun ne se prête à l'installation de cet outil essentiel pour la prévision numérique.

Cette entreprise du regroupement dure maintenant depuis trois ans et demi. Tâche éprouvante, à la vérité, que d'avoir à déplacer dans les meilleures conditions possibles 400 fonctionnaires de la région parisienne vers le site toulousain.

⁽³⁾Ndlr : A. LEBEAU devait finalement faire son service dans la Marine, plus précisément comme ingénieur du Service Hydrographique de la Marine * dit « S3C »

L'opération se déroule sous le signe du volontariat, ce qui implique, à juste titre, de longues discussions avec les intéressés et les partenaires sociaux.

L'avenir

Cette opération de rationalisation des implantations géographiques constitue le préalable vers un avenir dans lequel il faut considérer trois grandes dimensions : l'adaptation à l'évolution technique, l'évolution du service, en particulier avec l'apparition d'un marché des produits météorologique, l'adaptation au contexte européen.

L'évolution technique

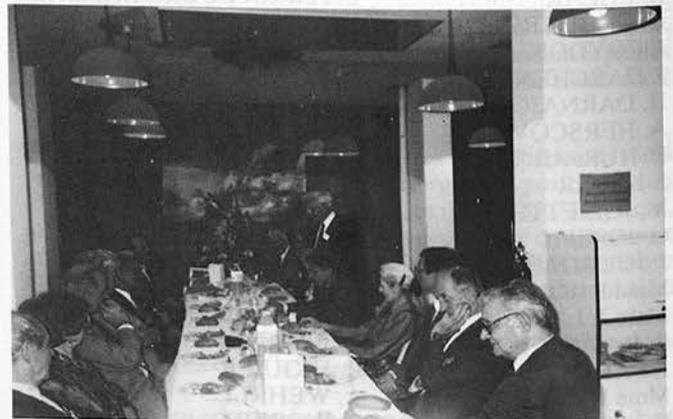
La MN est, comme tous les services de ce type, essentiellement dépendante de l'évolution des performances d'un certain nombre de techniques, parmi lesquelles, et tout d'abord, l'informatique. Il est superflu de rappeler que, quels que soient les progrès envisageables des machines successivement disponibles sur le marché, nous sommes et serons toujours en mesure de saturer la capacité des superordinateurs les plus puissants dans notre recherche d'une amélioration des prévisions.

Cependant nos ambitions sont également conditionnées par deux autres facteurs importants : la disponibilité en moyens de communication pour concentrer l'information, la disponibilité de techniques de communication et de télécommunication pour distribuer les produits.

Concernant les **moyens informatiques**, à partir de 1991, nous disposerons d'un supercalculateur CRAY-2 appartenant en propre à la MN et installé dans ses locaux de Toulouse. Actuellement, nous disposons à peu près de 25% du CRAY-2 installé à Palaiseau (Ecole Polytechnique); nous nous situons ainsi à environ un quart de la capacité de calcul dont dispose le Service britannique et le Service allemand. Avec un CRAY-2 « complet », dans trois ou quatre ans nous atteindrons presque la capacité actuelle de calcul du Service britannique.

Si nous voulons maintenir le rang de la MN en Europe, il nous faut donc, d'une part disposer de moyens de calcul qui nous soient propres, d'autre part mener avec succès une politique de croissance de la puissance de calcul à des fins de recherche comme à des fins d'exploitation.

Concernant les **moyens de télécommunication**, notre pays se présente comme privilégié du fait que France Télécom est une administration d'Etat performante qui offre un choix de



Le président de l'AAM s'adresse à un auditoire attentif, voire recueilli, avant que «MN/D» ne prenne la parole (photo DARNAJOUX).

services adaptés aux besoins de la MN. J'en citerai trois exemples.

Le premier correspond à la mise en place de systèmes performants reliant les stations au Service central d'exploitation, dans un sens et dans l'autre. Nous utilisons désormais, dans le sens centripète (stations vers centre) le système TRANSPAC; dans le sens centrifuge (centre vers stations) nous passons par le satellite EUTELSAT qui remplace l'ensemble du réseau de lignes de télécommunication. Nous avons remplacé l'utilisation de lignes terrestres par un système dans lequel nous payons uniquement la liaison montante vers le satellite. Tout point du territoire national peut être desservi moyennant la disposition, à la réception, d'un équipement coûtant 35 000 F, comportant notamment une antenne de 90 cm de diamètre. Nous serons également à même, par la même voie, de couvrir les besoins de nos collègues des pays de l'Est et du Maghreb. Il s'agit là du système de télécommunication météorologique le plus puissant qui ait jamais existé, du moins au sens de la diffusion de l'information.

Le deuxième exemple est récent : l'utilisation du système des kiosques téléphoniques pour la diffusion de l'information par un ensemble uniforme sur tout le territoire et qui permet, en outre, à la MN, de partager avec France Télécom les redevances payées par les usagers alors qu'auparavant les sommes perçues pour ce genre de service allaient entièrement aux PTT.

Le troisième exemple, vous le connaissez, sans doute; il s'agit de l'utilisation du réseau NUMERIS pour la transmission d'images à haute définition en provenance du satellite METEOSAT vers les chaînes de TV. Ce système est actuellement exploité entre Lannion et TF1 qui, plusieurs fois par jour et notamment lors du journal de 20 heures, diffuse une suite de clichés pris toutes les demi-heures, ce qui permet une animation représentative de l'évolution de la situation météorologique.

Pour conclure ce premier point, je dirai que l'évolution générale des techniques gouverne, dans une large mesure, ce que nous pouvons faire en matière d'activités de base, c'est-à-dire, d'une part l'élaboration de prévisions de qualité à toutes les échelles d'espace et de temps, d'autre part l'acheminement amélioré des produits vers les usagers.

Evolution du service et marché commercial

Le deuxième thème de ce sous-titre correspond à un phénomène effectivement observé, lié naturellement à l'évolution des prévisions, en qualité et en extension de leur échéance.

En une vingtaine d'années, on est passé d'une situation où, pratiquement, l'aviation civile était le seul utilisateur important du service météorologique, à une situation nouvelle où ce service est demandé par des usagers extrêmement diversifiés et pour lesquels il constitue une donnée indispensable à leur bon fonctionnement.

Il en résulte que certains usagers sont disposés à payer pour obtenir un service météorologique particularisé. Or, quand de tels besoins s'expriment, apparaissent évidemment des gens qui sont prêts à les satisfaire moyennant rétribution.

La question qui se pose au Service public est alors celui de son attitude vis-à-vis de ce marché. La position que nous avons prise à la MN, et j'en porte très largement la responsabilité, est de considérer que le développement du Service public exige qu'il occupe lui-même une partie très importante de ce marché, qu'il ne laisse pas ce dernier, comme c'est par exemple le cas aux Etats Unis, à la disposition d'opérateurs particuliers.

Bien sûr, cette conception n'écarte pas la possibilité qu'il puisse exister des sociétés de services qui aient une composante météorologique, ou qui fabriquent des produits dans lesquels entrent pour une part, une expertise météorologique. Mais je ne suis pas disposé à accepter que des entreprises privées aient pour seule activité de prendre les produits du Service public, de les revendre à des utilisateurs payants et d'encaisser des bénéfices de cette transaction sans qu'ils aient fourni une valeur ajoutée substantielle. La MN peut faire cette opération elle-même et contribuer de ce fait à la croissance du Service public avec les fonds correspondants. Or, des opérateurs privés de ce genre existent et nous nous trouvons vis-à-vis d'eux dans une sorte de situation concurrentielle, dans la mesure où l'on ne peut établir un monopole juridique de la distribution de l'information météorologique.

Il faut donc que le Service public s'arme pour cette concurrence, qu'il soigne mieux son image de marque et se donne les outils pour tenir et occuper le marché. C'est d'ailleurs à cette fin qu'a été créé le label «Météo France» couramment employé désormais sur les ondes tant à la radio qu'à la TV.

C'est également dans cet esprit que nous mettons sur pied un «Service Central de la Communication et de la Commercialisation» qui sera installé sur le site de l'Alma.

L'Europe

L'Europe est une réalité qui évolue, notamment dans le sens d'un abaissement, voire d'une disparition des frontières commerciales à partir de 1992-1993.

La MN doit s'adapter à ce contexte nouveau. Jusqu'alors, les Services météorologiques européens ont vécu sous le régime d'une sorte de «code de bonne conduite», qui disposait qu'un Service donné ne fournissait pas de prestations à un territoire ressortissant à un autre Service nationale. Or, ce code, sa compatibilité avec les règles communautaires nouvelles, sa mise en œuvre au moment où apparaissent des opérateurs privés, sont sujets à caution. En conséquence, il va falloir s'adapter à une situation qui est, là encore, nouvelle.

Il n'est pas vraiment possible de définir à l'avance dans ce domaine une démarche du Service public français. Notre action européenne comporte essentiellement deux dimensions. L'une consiste à assurer ensemble, dans des organisations européennes, un certain nombre de tâches qui sont suffisamment lourdes pour exiger une mise en commun des moyens à ce niveau. On pense ici au perfectionnement des techniques de prévision numérique, tâche du CEPMMT (Centre européen de prévision météorologique à moyen terme), organisme que M. LABROUSSE a dirigé dans le passé et qui a placé l'Europe au premier rang dans le monde. L'autre dimension correspond à la disponibilité de satellites météorologiques assurant la présence de l'Europe dans l'observation opérationnelle de l'atmosphère terrestre; cette tâche revient à l'organisation EUMETSAT.

La question de savoir quelle sera, à terme la place de Services nationaux dans une Europe intégrée appelle toutes sortes d'interrogations. Au stade actuel, on peut avancer que si les Services les plus puissants survivront, les plus faibles risquent, au contraire, de disparaître. Il faut donc être fort.

Et par conséquent, ma stratégie en ce domaine est simple : essayer de placer le Service météorologique français au premier rang en Europe; ce but est à notre portée. La devise qui est devenue la nôtre «les professionnels du temps à votre service» a encore de belles années devant elle.